

---

## Pouvoir, droit et société dans l'Antiquité romaine

Yann Rivière

---



**Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17503>

ISSN : 2431-8698

**Éditeur**

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

**Édition imprimée**

Date de publication : 1 janvier 2006

Pagination : 279-280

ISSN : 0398-2025

**Référence électronique**

Yann Rivière, « Pouvoir, droit et société dans l'Antiquité romaine », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], 1 2006, mis en ligne le 01 avril 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/17503>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

---

# Pouvoir, droit et société dans l'Antiquité romaine

Yann Rivière

---

Yann Rivière, maître de conférences

- 1 L'ANALYSE de la documentation relative à « l'interdiction de l'eau et du feu » a constitué le point de départ de nos recherches sur l'exil à Rome. Le sens précis de cette formule *aqua(e) et igni(s) interdictio*, parfois complétée d'un troisième terme, « l'interdiction du toit » (cf. Appien, *Fragment de Venafro...*), n'est guère éclairé par les auteurs anciens et c'est avec prudence qu'il faut aborder les Interprétations symboliques qu'ils nous ont transmises. Néanmoins, une attention particulière peut être accordée à quelques lignes de Verrius Flaccus (cf. Festus, L, 3) qui opposent « l'interdiction » touchant l'exilé à la « réception » de l'eau et du feu par l'épouse le jour du mariage ou qui évoquent encore leur utilisation dans un rite de purification consécutif à la participation à des funérailles. L'eau et le feu auraient aussi été employés à l'occasion d'autres rituels tels que l'accomplissement d'un traité (cf. Servius). Dans chacune de ces situations, la mobilisation de ces éléments constitue un marqueur de séparation ou de franchissement d'une limite. Au commencement du III<sup>e</sup> siècle ap. J.-C, la lecture « humaniste » que propose Lactance de cette procédure d'exil révolue est bien sûr le reflet d'une réflexion chrétienne, bien éloignée de l'Institution d'origine. Elle s'inscrit pourtant dans la tradition de commentaires plus anciens soulignant les garanties offertes au prévenu dans une cause capitale devant l'assemblée du peuple : la possibilité aurait été accordée à l'accusé, en cours d'instance, de gagner une autre cité pour échapper à une exécution (Polybe, Cicéron). Cependant, les procès politiques exclusivement mentionnés par les sources ne sauraient illustrer le fonctionnement courant de l'exercice de la justice criminelle dans la Rome républicaine. Une liste des destinations connues a été ébauchée. L'enquête s'est poursuivie par une lecture des épisodes légendaires (le meurtre du roi Tatius) ou historiques mettant en scène une procédure d'*agua et igni interdictio*. Mommsen paraît s'être mépris à son sujet en la considérant comme une mesure dirigée à l'origine exclusivement contre les étrangers à

la cité, puis contre des citoyens déchus. Les liens de filiation supposés entre la désignation de l'*homo sacer* et l'*interdictio* ou encore la parenté établie par les juristes de la fin de la République entre cette dégradation civique et la livraison d'un citoyen à l'ennemi (*deditio*) ont ensuite été examinés à la lumière des travaux de Roberto Fiori (1996).

- 2 Sans que soit refermé le précédent dossier, un saut chronologique a été accompli au commencement du second semestre : l'enquête s'est orientée vers les formes d'exil existantes à l'époque impériale. Les réformes d'Auguste et de Tibère rapportées par Dion Cassius ont été détaillées, tandis qu'une lecture du *Digeste* a permis de dresser un tableau de la peine de *relegatio* au cours des trois siècles suivants. Contrairement au condamné à la *deportatio* qui subissait une perte du droit de cité (*capitis deminutio*), le relégué conservait en principe son patrimoine et, en dépit de l'éloignement géographique, toutes ses attaches à sa cité d'origine (représentation en justice, accomplissement d'actes d'évergétisme, capacité testamentaire...). Une telle sanction touchait principalement les élites des cités, les décurions, dont les conditions de réintégration ont fait l'objet d'un grand nombre de commentaires sous les Antonins et les Sévères (Dig., 50, 2). Les principes qui sous-tendent cette littérature juridique ont été confrontés aux témoignages ponctuels de Pline le Jeune (*Ep.* 10, 56) et Fronton (*Ad amic.* 2, 7). Au sujet de cette *restitutio* des décurions, les avis divergents des juristes (Papinien, Ulpian) ne témoignent pas seulement d'une évolution des institutions de l'Empire romain (compétence des bureaux centraux, pouvoirs judiciaires des gouverneurs, privilèges des élites locales), elles constituent plus largement une réflexion sur le choix des normes et la genèse des principes de droit pénal, autour d'une question centrale : comment respecter la règle admise d'une extinction de la peine à l'issue de son accomplissement, lorsque le crime qu'elle sanctionne paraît, dès sa perpétration et sans limitation temporelle, porteur « d'infamie » ?

---

## INDEX

**Thèmes** : Histoire, Histoire et civilisations de l'Europe, Monde méditerranéen